

74 fermetures de classe validées dans le Calvados : les écoles concernées, commune par commune



Les fermetures et ouvertures de classes en école primaire pour la rentrée de septembre 2024 ont été actées ce vendredi 5 avril 2024. Illustration Pixabay

L'Éducation nationale a acté la fermeture de 77 classes dans les écoles du Calvados, pour la rentrée de septembre 2024. Un nombre record. En voici le détail.

Vendredi 5 avril, il n'y a pas eu classe à l'école maternelle des Tilleuls à Mondeville. Les cinq enseignantes étaient en grève, soutenues par les parents d'élèves. Leur courroux : la possible fermeture d'une classe dans leur école. Une démarche identique a été opérée à Fontaine-Etoupefour le même jour, pour les mêmes raisons.

« Des craintes pour les conditions d'apprentissage »

L'établissement mondevillais doit passer de 5 classes à 4. « Aujourd'hui, il y a 102 élèves inscrits avec une vingtaine d'élèves par classe. Mais les services de l'Éducation nationale ont pris le nombre de 93 élèves et on ne sait pas d'où ça sort », expliquent les parents d'élèves. Hors, selon les chiffres prévisionnels d'inscriptions pour la prochaine rentrée, il y en aurait 105 élèves, soit 26 par classe contre 21 pour l'année 2023-2024. « On a peur qu'il y ait trop d'élèves par

classe sachant que l'école accueille des élèves allophones ou en situation de handicap qui n'ont pas d'AESH. Ce sont des enfants qui ont besoin de temps pour bien apprendre et avec plus d'élèves par classe, les conditions d'apprentissage vont être bouleversées. On a peur pour l'équipe enseignante qui est très investie. » La Direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN) a confirmé en début de semaine le nombre d'ouvertures et de fermetures de classes pour la rentrée de septembre 2024, dans les écoles primaires du Calvados. Au total, ce sont 50 089 écoliers qui seraient attendus à l'occasion de la rentrée prochaine dans les 328 écoles du département, ce qui représente 506 élèves de moins par rapport à 2023.

74 fermetures pour 21 ouvertures dans le Calvados

Dans le Calvados, 77 fermetures et 21 ouvertures ont été annoncées dans un premier temps, en mars, aux syndicats, avant que la DSDEN ne décide de repousser l'adoption de la carte scolaire, début avril. Ce mardi 9 avril, ce sont finalement 74 fermetures qui ont été annoncées : les écoles de Sannerville, Thue et Mue (maternelle de Bret-

teville-l'Orgueilleuse) et Reine-Mathilde à Bayeux sauvant ainsi leur classe.

Des comptages à la rentrée devraient confirmer certaines prévisions, ou les infirmer, alors que les syndicats regrettent « une baisse des moyens alloués à l'Éducation nationale ».

Autour de Caen, sur l'agglo et un peu au-delà, les ouvertures de classes sont prévues dans les 21 écoles suivantes : Aunay-sur-Odon (maternelle Daniel Burtin), Airan (primaire Edmone Robert), Bellengreville (primaire) ; Beuvillers (primaire Simone Veil), Caen (primaires Lyautey, Vikings, Senghor) ; Campeaux (primaire Les Sources), Carpiquet (primaire Jacques Cartier) ; La Cambe (primaire) ; Orbec (primaire) ; Sommervieu (primaire Hubert Bodin) ; Saint-Julien-le-Faucon (primaire Ecole de la vie), Saint-Laurent-de-Condé (primaire) ; Ranville (maternelle Marlène Jobert) ; Saint-Manvieu-Norrey (élémentaire Le Petit Prince) ; Thaon (primaire Yvonne Guegan), Touques (primaire André Malraux) ; Vacognes Neuilly (primaire De Neuilly le Malherbe) ; Vendeuvre (primaire) ; Vire (primaire Pierre Mendès France). À noter qu'il y aura également trois ouvertures de classe de toute petite section dans le département.

Cinq classes fermées à Hérouville Saint-Clair, ville la plus touchée

Les 74 fermetures de classes :

En maternelle : Dozulé (Françoise Dolto) ; Mondeville (Centre ; Les Tilleuls) ; Mouen (Pierre Herbert) ; Saint-André-sur-Orne (Jacques Prévert) ; Saint-Manvieu-Norrey (Les Petits Loups).

En élémentaire : Aunay-sur-Odon ; Caen (Bicoquet) ; Colombelles (Henri Sellier REP) ; Dives-sur-Mer (Colleville) ; Dozulé ; Ifs (Marie Curie) ; Mézidon-Canon (Pierre et Marie Curie) ; Saint-André-sur-Orne (René Goscinny)

En primaire : Amfreville ; Anctoville ; Argences (Groupe Docteur Derrien) ; Audrieu ; Authie (Bill Baillie) ; Barbery ; Bayeux (Louise Laurent) ; Cabourg (J. Guillou) ; Caen (Haie Vigné) ; Cagny ; Cairon ; Cambes-en-Plaine (Hélène Moulin) ; Cambremer - Victor Hugo ; Caumont-l'Éventé ; Condé-en-Normandie (Terre Adélie) ; Courseulles-

sur-Mer (Gilbert Boulanger) ; Démouville (Françoise Giroud) ; Épinay-sur-Odon ; Esson ; Évrecy ; Falaise (De La Crosse, André Bodereau) ; Feuguerolles-Bully (Les 3 Villages) ; Fontaine-Etoupefour (Jean de La Fontaine) ; Frénoville (Docteur Derrien) ; Fresne-la-Mère ; Hérouville Saint-Clair (Célestin Freinet, Jean Boisard REP, Montmorency, Pierre Gringoire REP, Simone Veil REP) ; Ifs (Simone Veil) ; Isigny-sur-Mer (Jacques Prévert REP) ; Landelles-et-Coupigny (Henri Lamperrière) ; Lisieux (Jules Verne REP, Marie Curie) ; Livarot ; Luc-sur-Mer (Éric Tabarly) ; May-sur-Orne (Edmond Lejeune) ; Moulton (groupe Lucien Cingal) ; Moyaux (Madame René Coty) ; Ouistreham (Isabelle Autissier) ; Potigny (Paul Langevin) ; RPI d'Épaney-Olendon-Perrières-Sassy ; Saint-Gatien-des-Bois (Du Bois Joli) ; Saint-Georges-d'Aunay (Seulline) ; Saint-Germain-de-Tallevende (Les Verts Prés) ; Saint-Martin-de-Fontenay (Charles Huard) ; Saint-Martin-de-la-Lieue ; Saint-Martin-des-Besaces (Le Petit Prince) ; Saint-Philbert-des-Champs ; Saint-Sever (Simone Veil) ; Subles (André Lefèvre) ; Tilly-sur-Seulles (Jacques Prévert) ; Trois-Monts ; Trouville-sur-Mer (Louis Delamare) ; Ussy ; Villers-Bocage ; Villy-Bocage (école des Sources) ; Vire (Castel).

8 écoles sous surveillance dans le Calvados

La DSDEN a confirmé, lors du conseil de l'éducation nationale ce vendredi soir, qu'il y aurait trois fusions d'école à la rentrée : la maternelle et l'élémentaire de Merville-Franceville, la maternelle et l'élémentaire de Troarn et les primaires d'Étreham et Tour-en-Bessin (Victor Paquet). De son côté, l'alliance syndicale FSU-SNUipp 14 le déplore : « Aucune remontée des organisations syndicales n'a été prise en compte pour l'instant. » D'après elle, la direction académique va surveiller « la situation de 8 écoles ». Les syndicats préviennent : « La carte scolaire peut encore changer jusqu'à la rentrée de septembre 2024. Des fermetures peuvent encore être décidées jusque début juillet. Des ouvertures peuvent être actées jusqu'au jour de la rentrée. »

M. GORREGUES et C. JACQUET

« La réforme va creuser les inégalités sociales »

Le « choc des savoirs » mobilise contre lui. À Caen, profs et parents se sont rassemblés, devant le lycée Rostand puis au collège Henri-Brunet.

Ils n'étaient pas très nombreux, jeudi 4 avril, devant les grilles du lycée Jean-Rostand de Caen. Pas tellement non plus, lundi 8 avril, devant la grille du collège Henri-Brunet. Mais ils étaient très remontés contre la réforme dite du « choc des savoirs », voulue par le gouvernement de Gabriel Attal.

« Nous ne trierons pas nos élèves »

Principal grief : la mise en place programmée, dès la rentrée de septembre 2024, des fameux « groupes de besoins ». « Cela va casser les 'groupes-classes', soulignent les enseignants d'Henri-Brunet. Ce n'est déjà pas facile pour un enfant de 10 ans qui arrive de primaire de s'adapter au collège, alors là... » Les profs de Rostand partagent le même constat.



Enseignants et parents d'élèves étaient rassemblés, jeudi 4 avril, devant les grilles du lycée Jean-Rostand de Caen, pour dénoncer le « choc des savoirs » prôné par le gouvernement.

Nicolas CLAICH

« C'est une manière de trier les élèves, un véritable tri social. L'école ne va plus jouer son rôle de compensation des inégalités, mais au contraire les creuser. »

RAPHAËLLE MOUNIER,
Représentante du syndicat SNES-FSU à Rostand

La crainte est que l'accès au lycée soit désormais interdit à une certaine catégorie de population. La banderole déployée sur la grille d'Henri-Brunet, avenue du 6-Juin, est sans équivoque : « nous ne trierons pas nos élèves ».

« On a le sentiment qu'il ne s'agit pas d'une énième réformette, mais bien d'un véritable changement idéologique, qui remet en question les valeurs de vivre ensemble de l'Éducation nationale. »

LES ENSEIGNANTS
du collège Henri-Brunet

Représentants de la FCPE, la Fédération des conseils de parents d'élèves, Marina Duport et Basma Ben Romdhane sont sur la même longueur d'ondes.



Les enseignants du collège Henri-Brunet de Caen sont, eux aussi, mobilisés contre la réforme dite du « choc des savoirs ».

Nicolas CLAICH

« C'est une réforme rétrograde, qui ne va pas aider les élèves. Y compris ceux qui n'ont pas de difficulté : cela ne va pas les aider à devenir citoyens, à apprendre à vivre ensemble, à aider les autres. »

MARINA DUPORT ET BASMA BEN ROMDHANE,
représentantes FCPE

Un lycée où la mixité est une réalité

Dans ce lycée posé à la lisière de Caen et Ifs, dans le quartier

populaire de la Grâce-de-Dieu, la mixité sociale est pourtant une réalité. Les élèves y viennent de la Grâce-de-Dieu ou de la Guérinière, l'autre quartier populaire de sud de Caen, mais aussi de Vaucelles ou Sainte-Thérèse, des quartiers plus favorisés de la rive droite, ainsi que de Mondeville, Colombelles ou Giberville. « On essaie de faire fonctionner la mixité sociale, reprend Raphaëlle Mounier. On voit ce qu'on pourrait faire de bien avec d'autres moyens et une autre logique du système. »

Les enseignants de Brunet insistent aussi sur les consé-

quences sur « l'estime de soi » des enfants placés dans les groupes « faibles ».

Un autre aspect du « choc des savoirs » ne passe pas auprès des enseignants : l'obligation d'obtenir le diplôme national du brevet pour entrer en Seconde, même professionnelle.

Dialogue avec les parents et rétention des notes

Pour donner de l'ampleur à leur mobilisation, les enseignants caennais entendent sortir des traditionnels jours de grève au cours desquels ils ne sont « pas entendus ». « Nous allons procéder à une rétention des notes/compétences, annoncent ceux d'Henri-Brunet. Elles ne seront plus publiées sur Pronote mais les élèves recevront toujours leurs copies avec mention de ce qu'ils/elles doivent retravailler ». Ils comptent sur l'appui des parents d'élèves et ont rencontré la FCPE mardi 9 avril pour leur expliquer leurs actions.

● Nicolas CLAICH